Courtenay : sortie de grève chez Ibiden

Publication : lundi 19 décembre 2016 16:40

L'Éclaireur du Gâtinais, 14 décembre 2016

France et Japon doivent s'entendre à Courtenay

Sortie de grève chez Ibiden

Suite aux menaces de délocalisation de la production de filtre à particules de l'usine Ibiden à Courtenay, les salariés avaient entamé une grève ou 2e décembre, occupant les locaux et empêchant l'approvisionnement de PSA, principal client d'Ibiden.

C'est dans la nuit de mardi 6 décembre au mercredi 7 que les représentants du personnel et les présidents d'Ibiden France et Ibiden Europe ont conclu un accord de sortie de grève.

Au moins jusqu'en 2020

Selon cet accord, le groupe japonais continuera jusqu'en 2020 à fabriquer des filtres à particules classiques à Courtenay. Il va étudier la possibilité d'adapter les lignes de production pour la fabrication des filtres de nouvelle génération (di filtres à haute porosité) sur ce site.

Les jours de grève doivent être payés intégralement

Les délégués syndicaux pouvaient également se réjouir d'avoir obtenu le remaniement de l'équipe de management et le paiement intégral des jours de grève.

Pourtant, durant toute la journée de mardi, la direction était restée injoignable et la colère des salariés en grève depuis le 1er décembre était encore montée d'un cran. Incendiant palettes et pneus dans la cour de l'usine.

Le groupe PSA a mis la pression

La pression du groupe PSA (principal client d'Ibiden France) a été un marqueur fort pour favoriser la reprise des négociations. le constructeur automobile craignant que la grève ne le mène à une rupture de la chaîne de fabrication automobile, faute d'approvisionnement en filtres à particules.

« Et puis, la direction, qui comptait sur un épuisement du mouvement, s'est trompée : nos emplois sont en jeu, il n'était pas question de lâcher », déclarait l'un des syndicalistes.

Ce qui changerait tout : des filtres de nouvelle génération

François Bonneau, président de la région Centre-Val de Loire, a écrit à Christophe Sirugue, le secrétaire d'État chargé de l'Industrie : « Je souhaite que nous puissions avec vous, dans les meilleurs délais, rencontrer les dirigeants d'Ibiden France ». Puis c'est le sénateur Jean-Pierre Sueur qui s'est déplacé sur le site de Courtenay afin de rencontrer les syndicalistes et dirigeants présents.

Une visite pour comprendre les tenants et aboutissants du mouvement afin de participer à un premier travail de fond visant à pérenniser le site.

« Les filtres à particules sont appelés à disparaître pour laisser place aux nouveaux filtres, ce qui veut dire que d'ici 2020, si rien n'est fait, l'usine sera de nouveau menacée de fermeture. Cela signifie qu'il nous faut travailler sur les deux ans qui viennent pour qu'une solution durable soit trouvée », a résumé le sénateur, déclarant face aux délégués syndicaux : « Les sénateurs se doivent d'être le relais des ministres et je m'engage à m'adresser au ministre de l'Industrie et de la recherche pour qu'une aide soit apportée afin de pérenniser le site de Courtenay. »

Les élus et constructeurs automobiles ont intensifié leur pression auprès d'Ibiden afin de mettre un terme au conflit au plus vite, faisant rapporter le président d'Ibiden France sur le site de Courtenay mardi soir, sitôt rejoint par le président d'Ibiden Europe. La révolte a cessé mais ce n'est qu'une mise en veille pendant laquelle le dialogue entre les dirigeants des sites France et Japon doit s'installer afin d'éviter une fermeture définitive dans 4 ans.

V. B.

Le sénateur Jean-Pierre Sueur a tenu à rencontrer les syndicalistes afin de faire le point sur leur situation.

Phoca PDF